

## **Conditions d'éligibilité et de financement :** **Investissements pour la gestion des biodéchets des acteurs économiques**

### **Ce qu'il faut retenir**

#### **Opérations éligibles**

Investissements relatifs à la préparation au tri et à la valorisation des biodéchets, par les producteurs de biodéchets non obligés ou par les opérateurs de traitement de ces biodéchets

- Opérations portées par
  - Des producteurs de biodéchets non ménagers non obligés par la réglementation,
  - Ou par des opérateurs de traitement valorisant les biodéchets (structures privées).
- Investissements dans les sècheurs et composteurs électromécaniques pour les opérateurs de traitement des biodéchets
- Investissements dans des équipements pour la mise en place d'une collecte par mobilité douce

Investissements relatifs au traitement et à la valorisation des biodéchets :

- Désemballage et déconditionnement, hygiénisation, associés ou non à du traitement par compostage et/ou méthanisation
- Plateformes de compostage de biodéchets (sont notamment éligibles les investissements visant à adapter les plates-formes de compostage de déchets verts existantes à l'accueil de biodéchets).

#### **Conditions d'éligibilité**

- Respect de la réglementation, y compris dans le cas d'une valorisation des biodéchets en aval par un tiers (exemple : respect des plans d'épandage après traitement par compostage /méthanisation/hygiénisation),
- Réalisations d'études préalables,
- Compatibilité avec les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD),
- Pour les producteurs de déchets organiques : mise en œuvre d'actions de réduction du gaspillage alimentaire, et de gestion de proximité si l'étude préalable le préconise,
- Rédaction d'un plan d'approvisionnement justifiant le besoin de l'équipement.

#### **Opérations non éligibles**

- Équipements ne concernant pas les process de préparation, tri, valorisation (exemple : véhicules...),
- Investissements dans les composteurs électromécaniques pour les producteurs de biodéchets

#### **Modalités de calcul de l'aide**

- Taux d'aide de 55 % maximum (45% maximum pour les électrocomposteurs)  
Ces taux sont majorés pour les projets situés en Corse ou en Outre-Mer, respectivement de 5 et 15 points.

## 0. CONTEXTE

---

L'article 204 de la loi Grenelle 2 du 12/07/10 fait obligation aux producteurs importants de biodéchets de trier et valoriser par retour au sol leurs biodéchets. Le seuil de production de biodéchets au-delà duquel cette loi entre en application est de 10 t/an. La loi anti gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) du 10 février 2020 abaisse cette obligation aux producteurs produisant plus de 5 tonnes de biodéchets par an à partir du 1er janvier 2023.

Avec l'adoption du paquet Economie Circulaire par les Etats Membres de l'Union Européenne le 1er janvier 2018, l'obligation « de mettre en place un tri à la source et une valorisation biologique ou, lorsqu'elle n'est pas effectuée par un tiers, une collecte sélective des déchets pour en permettre la valorisation de la matière de manière à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser le retour au sol », sera étendue à tous les professionnels produisant ou détenant des déchets composés majoritairement de biodéchets à compter du 31 décembre 2023.

L'ordonnance n° 2019-1069 du 21 octobre 2019 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire instaure des obligations, notamment de non dégradation des invendus, de dons et de valorisation des denrées alimentaires, pour le secteur de la restauration collective, les distributeurs et les producteurs de produits alimentaires.

Les enjeux résident dans la mise en œuvre effective de cette obligation de valorisation de tous les biodéchets, nécessitant le développement de la collecte et la création de filières pérennes de traitement par les opérateurs publics ou privés.

## 1. DESCRIPTION DES PROJETS ELIGIBLES

---

Les projets éligibles sont :

- Investissement dans un composteur électromécanique, ou un sécheur pour les producteurs de biodéchets non obligés.
- Investissements dans des équipements pour la mise en place d'une collecte par mobilité douce
- Mise en place un traitement/valorisation des biodéchets par un opérateur de traitement valorisant les biodéchets (hors méthanisation)

## 2. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

---

Le projet doit être compatible avec les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD),

Le projet doit respecter la réglementation, y compris dans le cas d'une valorisation des biodéchets en aval par un tiers (exemple : respect des plans d'épandage après traitement par compostage /méthanisation/hygiénisation),

Avoir réalisé une étude préalable fournie obligatoirement à l'appui de leur demande d'aide.

- Pour les producteurs de biodéchets, elle détaillera :
  - les tonnages de déchets organiques produits par catégorie ou une estimation de ces derniers.
  - les actions de réduction du gaspillage alimentaire et de gestion de proximité mises en œuvre si l'étude préalable le préconise.
- Un plan d'approvisionnement justifiant le besoin de l'équipement doit être fourni.

### ➤ **Composteurs électromécaniques (uniquement pour les opérateurs de traitement des biodéchets)**

Les projets éligibles doivent justifier impérativement des conditions suivantes :

- Si le porteur envisage de traiter des déchets alimentaires des ménages, il devra justifier d'un accord explicite sur ce projet de la collectivité compétente pour le service public de prévention et de gestion des déchets (apports directs des habitants proscrits)
- Le projet doit prévoir la présence d'un espace dédié à la maturation des matières compostées en cohérence avec le dimensionnement de l'équipement,
- L'exploitant devra s'engager à respecter les engagements figurant dans le volet technique

## ➤ **Sécheurs**

Les projets éligibles doivent justifier impérativement des deux conditions suivantes :

- L'absence de solutions de tri à la source des biodéchets (collecte séparée ou compostage autonome en établissement)
- et l'évacuation du séchat vers une filière de traitement agréée pour traiter des sous-produits animaux de catégorie 3 (un bordereau de suivi de déchets sera demandé pour le paiement du solde)
- Collecte à vélo (et autres modes de mobilité douce) de déchets alimentaires

De manière à aider les initiatives de collecte à mobilité douce ou active de déchets alimentaires auprès de professionnels, il est dorénavant possible de financer ces opérations aux conditions suivantes :

- s'il s'agit d'un portage par un prestataire privé, la collectivité est informée du dispositif et le valide
- seules les dépenses d'investissement sont éligibles à un soutien financier : contenants : bioseaux / bacs, surcoût de bennes, vélos et remorques (les dépenses de fonctionnement ne peuvent pas être aidées).
- la collecte est effectuée par un mode de mobilité douce ou active (vélo, vélo à assistance électrique, véhicule GNV).

## ➤ **Valorisation des biodéchets classés Sous-Produits Animaux (SPAN) (par compostage ou méthanisation) y compris pour leur hygiénisation**

L'ADEME finance :

- la création de nouvelles plateformes bénéficiant d'un agrément sanitaire permettant de recevoir les SPAN de catégories 3 ou 2 (par exemple les biodéchets de la distribution alimentaire et de la restauration),
- les investissements concernant une installation existante de valorisation des biodéchets, pour lui permettre, notamment, de recevoir des biodéchets contenant des SPAN 3 ou 2,
- les investissements d'hygiénisation des SPAN, sur une installation dédiée, hors site de compostage ou de méthanisation, et dans le cadre d'un schéma de gestion territorial de la matière organique.

Pour toute demande (installation nouvelle ou existante), les porteurs de projets devront fournir à l'ADEME leur agrément sanitaire en vigueur ou leur attestation de demande préfectorale en cours, autorisant la réception et le traitement des sous-produits animaux de catégorie 3 ou 2.

## ➤ **Déconditionnement/déseballage**

L'ADEME finance des installations ou des ateliers visant à déconditionner des produits (par exemple les biodéchets de la distribution alimentaire et de la restauration).

En particulier, les porteurs de projets de plateformes de déconditionnement doivent démontrer que le secteur de chalandise de l'installation projetée n'est pas déjà saturé. Aussi, et afin de justifier leur investissement, les demandeurs devront fournir a minima les éléments suivants :

- Identification et statut juridique de l'exploitant du déseballer/déconditionneur (société privée, SEM, syndicat de traitement, etc.) ;
- Plan d'approvisionnement précis détaillant le tonnage collecté à la date de la demande d'aide, le tonnage collecté prévisionnel modifié avec le projet, le rayon d'approvisionnement et les types d'établissements collectés (GMS, IAA, restauration, etc.), les contrats d'approvisionnement ou les lettres d'intention, les impacts du projet sur la gestion actuelle des biodéchets collectés ;
- Exutoires pour les refus de déconditionnement, et pour la « soupe » produite ;
- Respect de la réglementation en vigueur (y compris en cas de valorisation confiée à un tiers, notamment l'épandage ou l'hygiénisation) ;
- Justification technique et financière du matériel choisi (cf. étude ADEME [Inventaire et performances des technologies de déconditionnement des biodéchets](#)) ;
- Business plan de la plateforme de déconditionnement et son impact économique sur les unités de méthanisation et/ou compostage alimentées par la plateforme.

## ✓ **Aide aux installations de compostage**

L'ADEME finance la **création** de nouvelles plates-formes de compostage pour :

- les déchets alimentaires collectés séparément.
- les déchets verts en mélange avec des déchets alimentaires,
- les déchets verts, uniquement en Outre-Mer.

L'ADEME finance également l'**adaptation** des plates-formes de compostage de déchets verts existantes à l'accueil de déchets alimentaires.

Une attention particulière sera portée aux nuisances potentielles de ces plateformes : odeurs, bruit, conditions d'approvisionnement, gestion des eaux, etc.

### 3. MODALITES DE CALCUL DE L'AIDE

Le montant de l'aide est calculé de manière à respecter le cumul des aides publiques autorisé par l'encadrement européen des aides d'Etat aux activités économiques applicable et par la réglementation nationale des aides aux activités non économiques.

L'aide ADEME aux investissements de **désemballage, hygiénisation et plate-forme de compostage de biodéchets** et aux investissements de compostage autonome en établissement est calculée selon les territoires :

Type d'opérations	Intensité maximale de l'aide ADEME			
	Bénéficiaires dans le cadre d'une activité économique			Bénéficiaires dans le cadre d'une activité non économique
	Petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise	
Electrocomposteurs	45%	35%	25%	
Cas général	55%	45 %	35 %	55 %
Investissements Outre-Mer	70 %	60 %	50 %	70 %
Investissements Corse	60 %	50 %	40 %	60 %

### 4. CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement est réalisé, en fonction de l'avancement de l'opération, en un ou plusieurs versements, comme indiqué dans le contrat de financement, sur présentation des éléments techniques et financiers notamment de l'état récapitulatif global des dépenses (ERGD).

En cas de non-respect des conditions contractuelles, la restitution des aides pourra être demandée au bénéficiaire.

### 5. ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

L'attribution d'une aide ADEME engage le porteur de projet à respecter certains engagements :

- en matière de communication :
  - selon les spécifications des règles générales de l'ADEME, en vigueur au moment de la notification du contrat de financement
  - par la fourniture ou la complétude de fiche de valorisation (ou équivalent) selon les préconisations indiquées dans le contrat
- en matière de remise de rapports :
  - d'avancement, le cas échéant, pendant la réalisation de l'opération,
  - final, en fin d'opération,
  - voire, de suivi de performance de l'installation après sa mise en service.

Des précisions sur le contenu et la forme des fiches de valorisation et des rapports seront précisées dans le contrat.

Des engagements spécifiques seront également demandés selon les dispositifs d'aide et les types d'opération ; ceux-ci sont indiqués dans le Volet Technique, à compléter, lequel sera annexé à votre contrat.

## 6. CONDITIONS DE DEPOT SUR AGIR

Lors du dépôt de votre demande d'aide en ligne, vous serez amenés à compléter notamment les informations suivantes en les personnalisant :

### Les éléments administratifs vous concernant

Il conviendra de saisir en ligne les informations suivantes : SIRET, définition PME (si concerné), noms et coordonnées (mail, téléphone) du représentant légal, du responsable technique, du responsable administratif ...

### La description du projet (1300 caractères espaces compris)

Présenter le porteur de projet, préciser s'il s'agit d'une création ou d'une extension, sa localisation, sa date prévue d'ouverture, son emprise au sol et sa capacité (tonnes/an)

*Par exemple : L'opération envisagée consiste à mettre en place un(e) (ou des) [champ à compléter], répondant aux objectifs de l'article 70 de la Loi de transition énergétique pour une croissance verte, d'ici à la date suivante : [champ à compléter].*

### Le contexte du projet (1300 caractères espaces compris)

Décrire le contexte, citer les projets ou thèses antérieurs, en cours ou à venir afin de pouvoir évaluer les liens entre projets et mieux comprendre les filiations. Indiquer les zones d'implantation du projet si celui-ci est en lien avec un ou des territoires.

*Par exemple : L'établissement est de type : [champ à compléter]. La quantité annuelle de biodéchets produits est de [champ à compléter] t/an, principalement constitués de [champ à compléter]. L'établissement a déjà mis en place les actions de prévention suivantes : [champ à compléter]. Pour les déchets en mélange, l'établissement est déjà collecté par : [champ à compléter]. Une étude préalable réalisée en [champ à compléter] et fournie à l'appui de cette demande d'aide, a montré la justification d'un investissement dans le(s) matériel(s) suivant(s) : [champ à compléter].*

### Les objectifs et résultats attendus (1300 caractères maximum)

Décrire succinctement les objectifs du projet et les résultats escomptés.

*Par exemple : L'opération envisagée a pour objectifs principaux : [champ à compléter]. L'investissement à réaliser et sa mise en œuvre effective sont espérés en date du [champ à compléter]. L'investissement réalisé dans le cadre du projet permettra d'améliorer les points suivants : [champ à compléter].*

### Le coût total puis le détail des dépenses

Afin d'avoir un niveau de détail financier suffisant pour instruire votre projet, vous devrez détailler vos dépenses selon les 4 postes de dépenses principaux (investissements, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement, charges connexes) et selon les catégories de dépenses associées à chacun de ces postes (menu déroulant).

Le formulaire de demande d'aide dématérialisé comprend également une zone de champ libre par typologie de dépenses. Pour les dépenses d'investissement qui seraient faites en location ou en crédit-bail, il convient de le préciser dans ce champ libre. Pour les éventuelles dépenses de personnel, il convient de préciser également les unités d'œuvre en indiquant soit le nb d'ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé), soit le nombre de jour, la qualification du personnel et le coût journalier de ce personnel (exemple : 1 ETPT ou 10 jours ingénieur à 400€ par jour). Des détails plus précis sur vos dépenses peuvent également être précisés dans ce champ libre.

Seuls les champs qui vous concernent sont à saisir.

Nota : certaines dépenses de votre projet peuvent ne pas être éligibles aux aides ADEME.

## Les documents que vous devez fournir pour l’instruction

Vous devez fournir sur AGIR les documents suivants (le nom de fichier ne doit pas comporter plus de 100 caractères, espaces compris) :

- Volet technique correspondant au projet
- Les documents, à la convenance du porteur de projet, illustrant et argumentant les résultats de l’étude préalable
- Les documents demandés dans la liste des pièces à joindre du dispositif d’aide de la plateforme AGIR.

Il est conseillé de compresser les fichiers, d’une taille importante, avant leur intégration dans votre demande d’aide dématérialisée et de donner un nom de fichier court.

## 7. EN SAVOIR PLUS

---

Sites de l’ADEME

- Valorisation de la matière organique
- Déseballage et déconditionnement des biodéchets
- Obligation du tri 5 flux

Publications ADEME :

- Réduire, trier et valoriser les biodéchets des gros producteurs : guide pratique
- Alternatives au brûlage des déchets verts
- Note de recommandations pour mettre en œuvre le tri à la source des biodéchets
- Guide méthodologique du compostage autonome en établissement
- Étude technico-économique des composteurs électromécaniques
- Inventaire et performances des technologies de déconditionnement des biodéchets
- Guide d’accession à l’agrément sanitaire pour le traitement des sous-produits animaux de catégorie 3

Autres publications :

- Guide de bonnes pratiques de gestion des biodéchets en restauration, de GECCO Food Service

En application des articles L. 131-3 à L.131-7 et R.131-1 à R.131-26 du Code de l’environnement, l’ADEME peut délivrer des aides aux personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui conduisent des actions entrant dans le champ de ses missions, telles que définies par les textes en vigueur et notamment ceux précités.

Les aides de l’ADEME ne constituent pas un droit à délivrance et n’ont pas un caractère systématique. Elles doivent être incitatives et proportionnées. Leur attribution, voire la modulation de leur montant, peuvent être fonction de la qualité de l’opération financée, des priorités définies au niveau national ou local, ainsi que des budgets disponibles. L’ADEME pourra, par ailleurs, décider de diminuer le montant de son aide en cas de cofinancement de l’opération.

Les dispositions des règles générales d’attribution des aides de l’ADEME sont disponibles sur le site internet de l’ADEME à l’adresse suivante : <https://www.ademe.fr/dossier/aides-lademe/aides-financieres-lademe>.